

ONGs - Groupe de Soutien de Genève pour la Protection et la Promotion des Droits Humains au Sahara occidental

Lettre ouverte au Chef du Gouvernement tunisien

S.E. M. ElyesFakhfakh

Excellence,

Les 211 organisations signataires, membres des ONG - Groupe de soutien de Genève pour la Protection et la Promotion des Droits de l'Homme au Sahara occidental, ayant appris que les autorités marocaines ont demandé l'extradition de M. Mohamed Dihani sur la base de fausses accusations de terrorisme, expriment leur profonde préoccupation et demandent respectueusement à la Tunisie de ne pas accéder à cette demande.

Vendredi 15 mai dernier, M. Dihani a été interpellé par la police tunisienne à son domicile en Tunisie où il bénéficie d'un programme international de soins médicaux pour les anciennes victimes de la torture. M. Dihani est un défenseur des droits de l'homme bien connu, qui a déjà purgé 6 ans de prison (de 2009 à 2015) pour des accusations similaires qui se sont avérées également fausses.

Dans son avis n° 19/2013, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a déclaré que :

35. Le Groupe de travail estime que, sur la base de ces observations, la détention et la condamnation fondées sur des aveux obtenus par la torture et sur les seules accusations d'un coprévenu, en l'absence d'éléments matériels ou autres, sans que des investigations soient menées en vue de s'assurer de la sincérité des aveux, sont contraires aux dispositions des articles 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relèvent de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

36. En conséquence, le Groupe de travail prie le Gouvernement de bien vouloir procéder à la libération immédiate de Mohamed Dihani, d'ordonner une enquête indépendante et impartiale sur les actes de tortures dont ce dernier aurait fait l'objet pendant sa garde à vue, d'en tirer toutes les conséquences légales relatives à ses engagements internationaux, en révisant son procès et, le cas échéant, en procédant à la réparation intégrale de son préjudice.

Le démarche actuelle des autorités marocaines a apparemment a été déclenchée après que M. Dihani ait publié sur son compte YouTube¹ une série de vidéos dans lesquelles il témoigne de son calvaire personnel, les tortures qu'il a subies et la façon dont les services de renseignement marocains l'ont soumis à des traitements inhumains pour le forcer à admettre qu'il était un terroriste.

¹ <https://www.youtube.com/channel/UCuYVGvEUIvktTU6kg9xFT8Q>

En outre, M. Dihani a indiqué qu'il ne s'agit pas d'un cas individuel, affirmant que les services de renseignement marocains utilisent massivement la torture dans les camps de détention secrets de Tmara et dans d'autres prisons, où ils forcent des centaines de Marocains et de Sahraouis à faire des aveux qui sont utilisés contre eux dans des procès iniques pour les accuser de lourdes peines pour terrorisme ou d'autres fausses accusations.

M. Dihani a également affirmé que toutes les cellules terroristes que les services de renseignement marocains déclarent aujourd'hui sont des arnaques fabriquées de toutes pièces, régulièrement démantelées dans le cadre de campagnes de pure propagande, afin de tromper et de faire chanter certains pays européens spécifiques.

Le Groupe de soutien de Genève pour la Protection et la Promotion des Droits de l'Homme au Sahara occidental regrette vivement que, dans le cadre du processus de décolonisation du Sahara occidental sous la supervision de l'ONU, le Comité international de la Croix-Rouge n'ait pas encore été autorisé à rendre visite aux prisonniers politiques sahraouis détenus sur le territoire marocain en violation des dispositions de la Quatrième Convention de Genève.

Il semble donc que les témoignages de M. Dihani, qui attirent l'attention de nombreux militants sahraouis et marocains sur les réseaux sociaux, perturbent sérieusement le Royaume du Maroc, qui, selon de nombreux indicateurs, s'efforce de formuler de nouvelles accusations contre M. Dihani afin de convaincre les autorités tunisiennes de le livrer.

L'extradition de M. Dihani vers le Royaume du Maroc mettra certainement en danger sa sécurité personnelle, car il pourrait une fois de plus être soumis à la torture et à d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants et sa vie pourrait être mise en danger.

Dans ce contexte, les 211 ONG signataires, en félicitant le Gouvernement tunisien de permettre à M. Dihani et aux autres victimes similaires de recevoir des soins médicaux appropriés dans ses hôpitaux, appellent les autorités tunisiennes à ne pas accéder à la demande marocaine d'extradition de M. Dihani, conformément à l'article 3.1. de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants à laquelle la Tunisie est partie.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Chef de Gouvernement, l'expression de nos sentiments distingués.

Bir Lehlu / Genève, 16 avril 2020

c.c. : M. A. Guterres, Secrétaire général de l'ONU
Mme M. Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme
M. P. Maurer, Président CICR
Membres du Comité contre la Torture
Membres du Groupe de travail des Nations Unies sur la Détention Arbitraire
M. N. Melzer, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
Mme F. Ní Aoláin, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste
Mme M. Lawlor, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme
Mr. D. García-Sayán, Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats
Amnesty International – Tunisie

SIGNATAIRES (ONGs jouissant du statut ECOSOC - ONU)

Acción Solidaria Aragonesa (ASA), African Law Foundation (AFRILAW), Agrupación Chilena de Ex Presos políticos, Amigos por un Sahara Libre, Arabako SEAD en Lagunen Elkarte, Asociación de Amigos y Amigas de la R.A.S.D. de Álava, Amal Nanclares, Asociación Amal Centro Andalucía, ARCI Città Visibili, A.R.S.P.S. - Rio de Or, Asociación Amigos del Pueblo Saharaui del Campo de Gibraltar (FANDAS), Asociación Amigos del Pueblo Saharaui de Toledo, Asociación de Amistad con el Pueblo Saharaui de Albacete, Asociación ARDI HURRA, Asociación Asturiana de Solidaridad con el Pueblo Saharaui, Asociación Canaria de Amistad con el Pueblo Saharaui (ACAPS), Asociación Chilena de Amistad con la República Árabe Saharaui Democrática, Asociación de la Comunidad Saharaui en Argon (ACSA), Asociación Cultural Peruano Saharaui, Asociación de Discapacitados Saharaui, Asociación Ecuatoriana de Amistad con el Pueblo Saharaui (AEAPS), **Asociación Española para el Derecho Internacional de los Derechos Humanos (AEDIDH)**, Asociación de Familiares de Presos y Desaparecidos Saharaui (AFAPREDESA), Asociación Hijas de Saguia y el Rio, Asociación por la Justicia y los Derechos Humanos, Asociación de Médicos Saharaui en España, Asociación Mexicana de Amistad con la República Árabe Saharaui A.C. (AMARAS), Asociación Navarra de Amigos y Amigas de la R.A.S.D. (ANARASD), Asociación Navarra de Amigos y Amigas del Sahara (ANAS), Asociación Panameña Solidaria con la Causa saharai (APASOCASA), Asociación Pro Derechos Humanos de España (APDHE), Asociación Profesional de Abogados Saharaui en España (APRASE), Asociación por la Protección de los Presos Saharaui en las Cárceles Marroquí, Asociación Riojana de Amigos de la R.A.S.D., Asociación Saharaui de Control de los Recursos naturales y la Protección del Medio Ambiente, Asociación Saharaui para la Protección y Difusión del Patrimonio cultural Saharaui, Asociación Saharaui contra la Tortura, Asociación de Saharaui en Alicante, Asociación de Saharaui en Ávila, Asociación de Saharaui en Bal, Asociación de Saharaui en Fuerteventura, Asociación de Saharaui en Jerez de la Frontera, Asociación de Saharaui en Lebrija, Asociación de Saharaui en Navarra, Asociación de Saharaui en Tenerife, Asociación de Saharaui en Valdepeñas, Asociación Um Draiga de Zaragoza, Asociación Venezolana de Solidaridad con el Sáhara (ASOVESSA), Asociación de Víctimas de Minas (ASAVIM), Asociación de Zamur Valencia, Associação Amigos e Solidaridade ao Povo Saharaui (ASAHARA), Associació d'Amics del Poble Sahrauí de les Illes Balears, **Association Américaine de Juristes (AAJ)**, Association des Amis de la RASD (France), Association de la Communauté Sahraouie en France, Association Culture Sahara, Association culturelle Franco-Sahraouie, Association des Femmes Sahraouies en France, Association of Humanitarian Lawyers, **Association Mauritanienne pour la Promotion du Droit, Association Mauritanienne pour la Transparence et le Développement – ATED**, Association for the Monitoring of Resources and for the Protection of the Environment in Western Sahara (AMRPENWS), **Association Nationale des Echanges entre Jeunes (ANEJ)**, Association pour un Référendum libre et régulier au Sahara occidental (ARSO), Association Sahraouie des Victimes des Violations Graves des Droits de l'Homme Commises par l'Etat Marocain (ASVDH), Association des Sahraouis de Bordeaux, Association de la vie maghrébine pour la solidarité et le développement (AVMSD), Associazione bambini senza confini, Associazione Jaima Sahrawi per una soluzione giusta e non violenta nel Sahara Occ., Associazione Nazionale di Solidarietà con il Popolo Saharaui, Australia Western Sahara Association, Bentili Media Center, Bureau International pour le Respect des Droits Humains au Sahara occidental (BIRDHSO), Campaña Saharaui para la sensibilización sobre el peligro de Minas (SCBL), Cantabria por el Sáhara, Central Unitaria de Trabajadores de Chile, Centro Brasileiro de Solidaridad con los Pueblos y Lucha por la Paz, CEBRAPAZ, Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J." (CSMM), Centro Saharaui por la Salvaguardia de la Memoria, Colectivo Saharaui de Defensores de Derechos Humanos (CODESA), Colectivo Saharaui en Estepona, Colectivo Saharaui en Gipuzkoa, Colectivo Saharaui en Jaén, Colectivo Saharaui en Lanzarote, Comisión Ecuménica de Derechos Humanos de Ecuador (CEDHU), Comisión General Justicia y Paz, Comisión Media Independientes, Comisión Nacional de los Derechos Humanos de la República Dominicana (CNDH-RD), Comisión Nacional Saharaui por los Derechos Humanos (CONASADH), Comité d'Action et de Réflexion pour l'Avenir du Sahara Occidental, Comité de Apoyo por el Plano de Paz y la Protección de los Recursos Naturales en el Sáhara Occidental, Comité Belge de soutien au Peuple Sahraoui, Comité de Familiares de los 15 Jóvenes Secuestrados, Comité de Familiares de Mártires y Desaparecidos, Comité de Familiares de los Presos Políticos Saharaui, Comité de Jumelage et d'Echange Internationaux / Gonfreville l'Orcher, Comité de Protección de los Defensores

Saharais – Freedom Sun, Comité de Protección de los Recursos Naturales, Comité Saharaui de Defensa de Derechos Humanos (Glaïmim), Comité Saharaui de Defensa de Derechos Humanos (Smara), Comité Saharaui de Defensa de Derechos Humanos (Zag), Comité Saharaui por el Monitoreo de los Derechos Humanos (Assa), Comité de Solidaridad Oscar Romero, Comité Suisse de soutien au Peuple Sahraoui, Comité de Víctimas de Agdaz y Magouna, Comunidad Saharaui en Aragón, Comunidad Saharaui en Castilla y León, Comunidad Saharaui en Castilla la Mancha, Comunidad Saharaui en Catalunya, Comunidad Saharaui en Grenada, Comunidad Saharaui en Las Palmas, Comunidad Saharaui en Murcia, Coordinadora Estatal de Asociaciones Solidarias con el Sáhara (CEAS – Sáhara), Coordinadora de Gdeim Izik para un Movimiento Pacífico, Coordinadora de los Graduados Saharaus Desempleados, Coordinadora d'Organizacions No-Governmentals de Cooperació al Desenvolupament (CONGDIB), Coordinadora de las ONGs en Aaiún, Coordinadora Saharaui de Derechos Humanos de Tantan, DISABI Bizkaia, Emmaus Åland, Emmaus Stockholm, Equipe Média, Federació ACAPS de Catalunya, Federació d'Associacions de Solidaritat amb el Poble Sahrauí del País Valencià, Federación Andaluza de Asociaciones Solidarias con el Sahara (FANDAS), Federación de Asociaciones de Amigos del Pueblo Saharaui de Extremadura (FEDESAEX), Federación de la Comunidad de Madrid de Asociaciones Solidarias con el Sahara (FEMAS Sahara), Federación Estatal de Instituciones Solidarias con el Pueblo Saharaui (FEDISSAH), Fondation Frantz Fanon, Forum Futuro de la Mujer Saharaui, Freiheit für die Westsahara e.V., Fundación Constituyente XXI, Fundación Mundubat, Fundación Sahara Libre-Venezuela, Fundación Sahara occidental, **Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social (Fundalatin)**, Giuristi Democratici, Global Aktion - People & Planet before profit, Groupe Non Violence Active (NOVA SAHARA OCCIDENTAL), Grupo por la renuncia de la Nacionalidad Marroquí, **Habitat International Coalition**, Housing and Land Rights Network, Ibsar Al Khair Association for the Disabled in Western Sahara, **Indian Council of South America (CISA)**, **International Association of Democratic Lawyers (IADL)**, **International Educational Development, Inc.**, **International Fellowship of Reconciliation (IFOR)**, **Liberation**, Liga de Defensa de los Presos Políticos Saharaui, Liga de Deportistas Saharaus en España, Liga de Estudiantes Saharaus en España, Liga de Mujeres Saharaus en España, Liga Nacional dos Direitos Humanos, Liga de Periodistas Saharaus en España, Liga Saharaui de defensa de Derechos Humanos y Protección de RW-Bojador, Ligue des Jeunes et des Etudiants Sahraouis en France, Ligue pour la Protection des Prisonniers Sahraouis dans les prisons marocaines (LPPS), **Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)**, National Television Team, Nigerian Movement for the Liberation of Western Sahara, Norwegian Support Committee for Western Sahara, Observatoire des Médias Sahraouis pour documenter les violations des droits de l'homme, Observatorio Aragonés para el Sáhara Occidental, Observatorio Asturiano de Derechos Humanos para el Sáhara Occidental (OAPSO), Observatorio Saharaui por el Niño y la Mujer, Observatorio Saharaui de Protección del Niño, Observatorio Saharaui de Recursos Naturales, 1514 Oltre il muro, Organización Contra la Tortura en Dakhla, Organización Saharaui por la Defensa de las libertades y la dignidad, Pallasos en Rebeldía y Festiclown, **Paz y Cooperación**, Plataforma de Organizaciones Chile Mejor Sin TLC, Por un Sahara Libre, **Right Livelihood Foundation**, Sahara Euskadi Vitoria, Sahara Gasteiz Vitoria, Saharawi Advocacy Campaign, Saharawi Association for Persons with Disabilities in Western Sahara, Saharawi Association in the USA (SAUSA), Saharawi Campaign against the Plunder (SCAP), Saharawi Center for Media and Communication, Saharawi Media Team, Saharawi Voice, Sandblast Arts, Schweizerische Unterstützungskomitee für die Sahraouis, Sindicato Español Comisiones Obreas (CCOO), Solidariedade Galega col Pobo Saharaui (SOGAPS), Stichting Zelfbeschikking West-Sahara, Tayuch Amurio, Tawasol Lluidio, The Icelandic Western Sahara Association, The Swedish Western Sahara Committee, TIRIS - Associazione di Solidarietà con il Popolo Saharawi, Unión de Asociaciones Solidarias con el Sáhara de Castilla y León, Union des Ingénieurs Sahraouis, Unión de Juristas Saharaus (UJS), Unión Nacional de Abogados Saharaus, Unión Nacional de Estudiantes de Saguia El Hamra y Rio de Oro (UESARIO), Unión Nacional de la Juventud de Saguia El Hamra y Rio de Oro (UJSARIO), Unión Nacional de Mujeres Saharaus (UNMS), Unión Nacional de Trabajadores de Saguia El Hamra y Rio de Oro (UGTSARIO), Unión de Periodistas y Escritores Saharaus (UPES), US Western Sahara Foundation, VZW de Vereniging van de Sahrawi Gemeenschap in België, Werken Rojo - Medio de comunicación digital, Western Sahara Resource Watch España (WSRW España), Western Sahara Times, **World Barua Organization (WBO)**, **World Peace Council**.